

Karen Shepherd a travaillé pendant plus de 30 ans à la fonction publique fédérale, dont plus de la moitié du temps dans le domaine de l'éthique.

Cette cadre supérieure bilingue, qui s'est taillé une réputation en raison de son leadership exceptionnel dans le secteur public, a contribué à une gestion efficace de la fonction publique en améliorant l'éthique et la transparence afin que les Canadiens puissent avoir confiance dans l'intégrité des décisions publiques.

En juin 2009, elle est devenue la toute première commissaire au lobbying du Canada. Elle a mis sur pied un commissariat entièrement indépendant tout en établissant des relations de travail professionnelles et respectueuses avec les membres du Parlement, les lobbyistes, ses collègues et d'autres groupes d'intervenants. Elle a géré avec succès un processus de consultation nationale biennale qui a débouché sur un *Code de déontologie des lobbyistes* fédéral plus strict.

Durant son mandat, elle a joué un rôle clé dans la création d'une tribune pancanadienne pour les discussions intergouvernementales entre les organismes provinciaux et municipaux de réglementation du lobbying via le Réseau des directeurs et commissaires des lobbyistes. Ce genre de tribune est indispensable pour promouvoir une culture de la conformité dans ces champs d'activité, et l'établissement de ce réseau d'organismes professionnels de réglementation a permis par ailleurs de créer une culture de l'apprentissage pour mieux appuyer la prise de décisions.

Karen Shepherd a plaidé en faveur de la collaboration internationale en matière d'éthique et de lobbying avec les pays ayant la même vision des choses. Elle a été très active au sein du Council on Government Ethics and Law (COGEL) et, en tant que commissaire au lobbying, elle a su nouer de solides relations bilatérales avec plusieurs pays, entre autres les États-Unis, le Chili et le Pérou.

Compte tenu de son expérience dans le domaine de l'éthique, elle a été invitée à rejoindre les rangs de la haute direction à Santé Canada à titre de conseillère exécutive

auprès du sous-ministre et elle a formulé des avis sur les problèmes de dialogue et de transparence dans des dossiers importants, comme la crise des opioïdes. Avant de prendre sa retraite en 2020, elle a assumé le rôle d'ombudsman pour Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada et elle est très fière d'avoir créé un espace sécuritaire pour les employés et d'avoir renforcé les relations avec des partenaires clés, comme les agents de négociation.

Tout au long de sa carrière, elle a travaillé dans plusieurs ministères et a acquis de l'expérience au sein d'unités stratégiques, opérationnelles et à vocation sociale. Elle a donné des avis stratégiques, confidentiels et courageux à de nombreuses personnes, y compris des lobbyistes, des représentants élus et des hauts fonctionnaires, et a établi de solides partenariats de collaboration au sein et à l'extérieur du gouvernement. En 2010, l'Université Carleton lui a décerné le Bissett Alumni Award for Distinctive Contributions to the Public Sector.

Elle est titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université Carleton et d'un baccalauréat ès arts (économie et administration) de l'Université Concordia.

Depuis plus de 30 ans, elle partage sa vie avec son mari Robert.